COMMUNE DE SAINT-AOUT

Tél 02 54 36 28 19

Séance du 10 juillet 2020

L'an deux mil vingt, le dix juillet à dix-huit heures quarante-cinq, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Saint-Août, se sont réunis **en session ordinaire** à la Mairie, sur convocation qui leur a été adressée par Monsieur le Maire, conformément à l'article L 2121.10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le 6 juillet 2020.

Présents : Mesdames, Messieurs, Patrick LAMBILLIOTTE, Jean BREMAUD, Alexandra DEBOUT, Jean-Pierre NICOLET, Véronique PINAUD, François ROBIN, Serge ROUET, Michel PIN, Michèle SELLERON, Sylviane PLANTELIN.

Excusé : Félix AKIYO, Agnès GONNET, Florian DUBREUIL,

Pouvoir : Chantal PADELLEC à Patrick LAMBILLIOTTE, Sylvain PERROT à Jean-Pierre NICOLET

Nombre de membres en exercice : **15**

Nombre de membres présents : 10

Secrétaire de séance : Madame Sylviane PLANTELIN

DELEGATIONS D'ATTRIBUTION ET DE FONCTIONS AU MAIRE

En dehors des attributions propres à sa fonction, qui lui sont dévolues par la Loi, le Maire peut en outre être chargé de tout ou partie des attributions visées à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, relevant normalement de la compétence du Conseil Municipal mais qui peuvent lui être déléguées par délibération expresse de celui-ci.

Toutefois, une fois attribuées au Maire, ces délégations n'ont pas un caractère irréversible ; elles peuvent lui être retirées à tout moment.

Le Conseil Municipal est donc invité par délibération à se prononcer sur l'opportunité ou non de déléguer à son Maire soit l'ensemble des attributions prévues par la Loi, soit seulement une partie de celles-ci .

Le Maire est tenu de rendre compte à la plus proche réunion de Conseil des actes qu'il a pu être amené à accomplir dans le cadre des délégations accordées.

Dans un souci de favoriser une bonne administration communale et après en avoir délibéré, le Conseil municipal doit décider, pour la durée du présent mandat, de confier à Monsieur le Maire les délégations suivantes :

- la fixation ou la modification des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
- la fixation des tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits au profit de la commune et n'ayant pas un caractère fiscal jusqu'à 10 000 €,
- la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et la passation à cet effet des actes nécessaires jusqu'à 200 000 €,
- la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

- la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- la passation de contrats d'assurance et, également, depuis la loi du 20 décembre 2007 relative à la simplification du droit (*article 13*), l'acceptation des indemnités de sinistre afférentes à ces contrats ;
- la création de régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- l'acceptation de dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;
- la fixation des rémunérations et le règlement des frais et honoraires des hommes de loi et experts ;
- la fixation dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines) du montant des offres de la commune à notifier aux expropriés ;
- la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- la fixation des reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- l'exercice, au nom de la commune, des droits de préemption définis par le code de l'urbanisme ; la délégation de l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article [L. 213-3](#) du même code (1^{er} alinéa) jusqu'à 150 000 €,
- l'exercice d'actions en justice au nom de la commune ou la défense de la commune dans les intentions intentées contre elle jusqu'à 100 000 €,
- le règlement des conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux jusqu'au 50 000 €,
- l'avis de la commune, en application de l'article [L. 324-1](#) du code de l'urbanisme préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- la signature de la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article [L. 311-4](#) du code de l'urbanisme (conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté) ainsi que la signature de la convention prévue par le troisième alinéa de l'article [L. 332-11-2](#) du même code (conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux) ;
- la réalisation de lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal jusqu'à 50 000 €,
- l'exercice, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, du droit de préemption défini par l'article [L. 214-1](#) du code de l'urbanisme. ;
- l'exercice au nom de la commune du droit de priorité défini aux articles [L. 240-1](#) à [L. 240-3](#) du code de l'urbanisme jusqu'au 150 000 €,
- l'autorisation, au nom de la commune, du renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

Adoptée à l'unanimité.

LISTE COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS (C.C.I.D)
--

Monsieur le Maire rappelle qu'en application de l'article 1650-1 du Code Général des Impôts, la durée du mandat des membres de la Commission Communale des Impôts Directs suit celle du Conseil Municipal et qu'en conséquence de nouveaux commissaires doivent être nommés dans chaque commune.

Il invite ainsi le Conseil Municipal à dresser une liste de 24 contribuables soit 12 membres titulaires et 12 membres suppléants, à partir de laquelle Monsieur le Directeur des Services Fiscaux nommera 6 commissaires titulaires et 6 commissaires suppléants.

Le Conseil Municipal,

Après avoir pris connaissances des conditions dans lesquelles doit être dressée cette liste et en avoir délibéré,

Arrête telle que figurant en annexe, la liste des contribuables à proposer à Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux pour lui permettre de nommer la nouvelle Commission Communale des Impôts Directs.

Adoptée à l'unanimité.

COMMUNE DE SAINT-AOUT

LISTE DES COMMISSAIRES TITULAIRES ET SUPPLEANTS CCID

MEMBRES TITULAIRES

N° d'Ordre	NOM –PRENOM	PROFESSION	ADRESSE	
			Lieudit	Commune
1	DUBREUIL Alain	Retraité	1, rue du Lac	36120 AMBRAULT
2	PLANTELIN Sylviane	Retraîtée Propriétaire bois	Les Roussets	36120 SAINT-AOUT
3	LAPOUGE Didier	Agriculteur Propriétaire bois	La Font Roy	36120 SAINT-AOUT
4	DALLE Claude	Retraité	6, route d'Ardentes	36120 SAINT AOUT
5	PRINET Daniel	Agriculteur	Vinceuil	36120 SAINT AOUT
6	SELLERON René	Retraité	9 route de la Roacherie	36120 SAINT AOUT
7	COURAUDON Marcel	Retraité	La Font-Roy-Bonnin	36120 SAINT AOUT
8	AUJARD Fabrice	Agriculteur	52 route d'Issoudun	36120 SAINT AOUT
9	BOURSIN Guy	Retraité	15 route d'Issoudun	36120 SAINT AOUT
10	CHATAIN Marcel	Retraité	La Villette	36120 SAINT AOUT
11	GONNET Agnès	Commerçante	2, Place de l'Eglise	36120 SAINT AOUT
12	PINAUD Véronique	Agricultrice	Les Loges de la Font Roy	36120 SAINT AOUT

MEMBRES SUPPLEANTS

N° d'Ordre	NOM –PRENOM	PROFESSION	ADRESSE	
			Lieudit	Commune
1	GERBIER Jean-Pierre	Retraité	Grandes Douces	36120 BOMMIERS
2	CURTET Gildas	Prothésiste dentaire Propriétaire de bois	5 rue Maréchal Joffre	36000 CHATEAUROUX
3	LARAMEE Serge	Retraité (Propriétaire bois)	1, place de l'Eglise	36120 SAINT AOUT
4	DUBREUIL Serge	Commerçant	5 route de Lignièrès	36120 SAINT AOUT
5	CHARVY Francis	Agriculteur	Le Meez	36120 SAINT AOUT
6	NAUDON Michel	Retraité	16 route d'Issoudun	36120 SAINT AOUT
7	MOREAU Bernard	Retraité	8 résidence du Parc	36120 SAINT AOUT
8	CENDRIER Georges	Retraité	18 route de l'Etang	36120 SAINT AOUT
9	SELLERET Jean-Claude	Retraité	25 rue de l'Eglise	36120 SAINT AOUT
10	MARIE Odile	Commerçante	La Croix des Gauffres	36120 SAINT AOUT
11	MAILLET Jacky	Pharmacien	72 route d'Issoudun	36120 SAINT AOUT
12	BURON Marie-France	Commerçante	12 route de la Châtre	36120 SAINT AOUT